

L'hon. M. Andras: Je crois avoir dit que lorsque ces suppositions seront devenues des faits, je serai heureux d'en faire part à la Chambre.

* * *

AIR CANADA

TROIS-RIVIÈRES-LA SUPPRESSION DU SERVICE AÉRIEN

[Français]

M. Claude-G. Lajoie (Trois-Rivières): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre des Transports.

Peut-il dire à quel stade en sont rendues les procédures relatives à l'intention de la société Air Canada de vouloir supprimer son service aérien à Trois-Rivières?

[Traduction]

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, pour autant que je sache, la société Air Canada aurait dû faire part de son intention à la Commission canadienne des transports, organisme qui s'occupe de toutes les demandes de ce genre, mais, à ma connaissance, elle ne l'a toujours pas fait.

* * *

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

LES PROVINCES ET LA HAUSSE DES FRAIS

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): J'ai une question supplémentaire qui se rattache aux questions posées tout à l'heure relativement à l'économie. Pourrais-je demander au premier ministre suppléant si on peut conclure du désir qu'a manifesté hier le premier ministre de rencontrer les autorités provinciales et de revoir avec elles le Régime d'assistance publique du Canada et certains autres programmes, que le gouvernement est prêt, étant parvenu à trouver les moyens voulus, à accorder, cet hiver, des subventions plus importantes aux provinces, pour compenser en partie les versements qu'elles auront à faire en vertu des programmes qu'elles sont chargées de mettre en œuvre?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Si le niveau du chômage est plus élevé qu'on ne s'y attendait, et que, par conséquent, les frais de l'assistance sociale augmentent, nos dépenses augmenteront aussi, bien sûr, puisque nous payons la moitié des frais.

M. Forrestall: Monsieur l'Orateur, ma question a pour objet de demander au premier ministre suppléant si, à la lumière des commentaires que le premier ministre a faits hier, le gouvernement est disposé à trouver des méthodes propres à accorder aux provinces des fonds additionnels, non seulement les augmentations normales, mais de nouveaux fonds?

• (12.10 p.m.)

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, je ne puis donner aucune assurance de ce genre. Les provinces, j'en suis sûr, vont demander instamment au gouvernement fédéral de se charger d'une plus grande part de ces coûts, mais je ne pourrais dire exactement quelle sera l'attitude du gouvernement fédéral. Pour l'instant, nous ne songeons pas à apporter de changements dans les arrangements conclus.

[L'hon. M. Lambert.]

AFFAIRES INDIENNES

LE REFUS DE PASSEPORT SIGNIFIÉ À ELMER HILL—LA CITOYENNETÉ DES INDIENS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Sait-il qu'un Indien Mohawk né près de Desoronto (Ontario), M. Elmer Hill, a voulu obtenir un passeport et que le bureau des passeports d'Ottawa l'a prévenu deux fois par téléphone qu'il lui faudrait d'abord devenir citoyen canadien?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je vais m'enquérir de la chose et faire rapport, monsieur l'Orateur.

M. Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Est-il prêt à affirmer, s'il ne l'a déjà fait, que les gens d'origine indienne, nés au Canada, sont citoyens canadiens?

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'ÉTUDE DES PERSPECTIVES POUR L'HIVER

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au premier ministre suppléant une question qui se rapporte à celle qu'on a posée il y a un instant. Comme il a dit durant la période des questions, aujourd'hui, que le gouvernement disposait de plus de renseignements que l'opposition et le public sur les affaires économiques du Canada, peut-il nous dire si des études spéciales ont été faites sur les problèmes économiques prévus pour cet hiver et s'il y en aura de publiées?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il y a toujours des études en cours et je n'ai pas besoin de dire que nous faisons une étude spéciale de la situation qui régnera cet hiver. Je ne sais trop si elles peuvent être publiées ou si leur publication serait dans l'intérêt public, mais on en ferait sûrement connaître les résultats si le gouvernement décidait de modifier ses politiques d'une façon quelconque.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. A la suite de la conférence de presse qu'il a tenue hier, peut-il nous dire quand il a découvert que l'effectif ouvrier du Canada est en pleine expansion, et comment...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. La parole est au député de Moose Jaw.

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

LE PROJET DE MAJORATION DES PÉAGES—LE RENVOI DU RAPPORT CARR AU COMITÉ

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Compte tenu des nombreuses instances qui ont été faites au ministre dans le passé et des protestations actuelles contre la majoration du péage dans la voie maritime du Saint-Laurent, le ministre peut-il nous dire s'il a été décidé